Séance Ordinaire du 23 septembre 2002

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil deux et le vingt trois septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Villers-lès-Nancy s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Pascal JACQUEMIN, Maire.

Étaient présents : M. JACQUEMIN, Maire

M. KEIFLIN, M. BODIN, Mme PICAUD, Mme MARNIER, M. SURGET, M. PERROT, Mme HERMOUET-PAJOT, Mme MALO, M. BRENNEUR, M. THEOBALD, Mme LEFORT, Mme ROBERT, M. LUCHETTI, M. CARD, M. MOULIN, M. SALES, Mme GRANIE, Mme BOUZON, Mme LEBRET, M. KOBUTA, Mme MICHELETTO-VALDENNAIRE, Melle BERNARD, M. MAINARD, M. BERNADAUX, Mme FLECHON-PAGLIA, Mme BENOIT-SEIBT, Mme MICHENON, M. PARACHE, M. MULLER, Mme MARCHAL, M. GREVOT

Était excusée :

Mme TERUEL

Secrétaire :

Melle BERNARD

ORDRE DU JOUR

- Désignation du secrétaire de séance
- Décision Modificative n° 2 - BP 2002
- Inventaire communal : Biens réformés à sortir de l'actif
- Programme d'investissement 2003 - Dossier de demande de subvention
- Acceptation d'indemnités de sinistre
- Loi SRU : Objectif de réalisation de logements locatifs sociaux
- Saturnisme infantile : Définition des zones à risque d'exposition au plomb en Meurthe-et-Moselle
- Bande périmétrale de Clairlieu : Cession des parcelles après division
- Rapport annuel 2001 sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement
- Restructuration des installations de tennis de plein air
- Subvention à l'association Pass'Sport et Culture
- Passation d'une convention avec l'association ALEXIS (Atelier Lorrain pour l'Expérimentation et l'Innovation Sociales)

M. le Maire ouvre la séance à 20 heures.

M. le Maire communique au Conseil Municipal les décisions prises en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du 02 avril 2001 :

- les D.I.A.

104-2002	17 juin 2002	D.I.A. 189 rue des Chevrottes
105-2002	17 juin 2002	D.I.A. 1 rue des Orchidées
106-2002	18 juin 2002	D.I.A. 42 rue de Talinté
107-2002	18 juin 2002	D.I.A. 22 rue Baron Buquet
114-2002	01 juillet 2002	D.I.A. 30 rue Sainte-Geneviève
115-2002	01 juillet 2002	D.I.A. Centre Commercial de Clairlieu
116-2002	01 juillet 2002	D.I.A. 54 boulevard des Aiguillettes
117-2002	01 juillet 2002	D.I.A. 37/39 boulevard des Essarts
118-2002	01 juillet 2002	D.I.A. 12 rue de Villey-le-Sec
120-2002	02 juillet 2002	D.I.A. 1 boulevard Cattenoz
128-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 107 rue des Vignattes
129-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 87 rue de la Mutualité
130-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 104 avenue du Général Leclerc
131-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 2 allée de la Prairie
132-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 32 rue des Orchidées
133-2002	19 juillet 2002	D.I.A. 21 rue de Villey le Sec
140-2002	02 août 2002	D.I.A. 46 rue des Fourasses
141-2002	02 août 2002	D.I.A. 1 avenue Paul Muller
142-2002	08 août 2002	D.I.A. 6 allée James Moisson
146-2002	26 août 2002	D.I.A. 6 rue Francis Poulenc

Séance Ordinaire du 23 septembre 2002

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

147-2002	26 août 2002	D.I.A. 25 rue des Vignerons
148-2002	26 août 2002	D.I.A. ZAC de Brabois - Allée d'Enghein et allée de Saint-Cloud
149-2002	26 août 2002	D.I.A. Sentier de la Justice
150-2002	26 août 2002	D.I.A. 13 rue de l'Abbaye de Clairlieu
151-2002	26 août 2002	D.I.A. 32 rue du Moitrier
155-2002	12 sept 2002	D.I.A. 102 boulevard de Champelle

- les autres décisions

108-2002	19 juin 2002	Foyer de personnes âgées « Le Clairlieu » - prix des loyers applicables au 1er juillet 2002
109-2002	19 juin 2002	Foyer de personnes âgées « Paul Adam » - prix des loyers applicables au 1er juillet 2002
110-2002	19 juin 2002	Foyers-Restaurants pour les personnes âgées « Le Clairlieu » et « Paul Adam » - prix du repas et de la boisson applicables au 1er juillet 2002
111-2002	20 juin 2002	Convention de formation avec le C.N.F.P.T. pour la formation de personnel
112-2002	20 juin 2002	Convention d'occupation des locaux scolaires
113-2002	24 juin 2002	Contrat d'engagement avec l'Orchestre Dontenwill
119-2002	01 juillet 2002	Bail de location d'un appartement situé dans un immeuble communal au profit de Monsieur et Madame FOHR
121-2002	03 juillet 2002	Contrat de vérification d'un pont élévateur
122-2002	04 juillet 2002	Contrat pour maintenance d'une plate-forme élévatrice au gymnase Albert 1er
123-2002	04 juillet 2002	Abonnement service fontaine d'eau de source Opalia
124-2002	08 juillet 2002	Contrat d'honoraires pour la cession du droit d'exploitation d'un concert - Rencontres musicales en Lorraine - 20 juillet 2002
125-2002	08 juillet 2002	Contrat d'honoraires pour la cession du droit d'exploitation d'un concert - Rencontres musicales en Lorraine - 08 août 2002
126-2002	11 juillet 2002	Convention de mise à disposition à titre précaire d'équipements sportifs
127-2002	12 juillet 2002	Passation d'une convention de mission avec la Société Tecnos, pour le suivi de chantier concernant la mise en conformité d'installations électriques
134-2002	22 juillet 2002	Convention pour l'occupation des salons du Château du GEC
135-2002	22 juillet 2002	Convention pour l'occupation de la salle « Claude Dérue »
136-2002	22 juillet 2002	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec le Théâtre du Maquis
137-2002	26 juillet 2002	Mise à jour des tarifs municipaux au 1er août 2002
138-2002	29 juillet 2002	Mise à disposition de locaux au foyer-résidence « Paul Adam »
139-2002	30 juillet 2002	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'Association des Arts et de la Culture ASBL de Bruxelles
143-2002	09 août 2002	Création d'une régie d'avances et de recettes pour les spectacles organisés par la Commune
144-2002	12 août 2002	Règlement du Centre de Loisirs Sans Hébergement
145-2002	14 août 2002	Convention entre la Ville de Villers-lès-Nancy et l'Association Sportive Nationale des Douanes - Section de Nancy
152-2002	30 août 2002	Bail de location d'un appartement situé dans un immeuble communal au profit de Madame SMODIS Marie-Odile
153-2002	03 sept 2002	Passation d'une convention de transport d'enfants aux piscines de Vandoeuvre, Laxou et Gentilly pour l'année scolaire 2002/2003 au départ des écoles de Villers-lès-Nancy
154-2002	03 sept 2002	Passation d'une convention de transport pour la restauration scolaire avec les transports « Tourisme Néodomiens » pour l'année scolaire 2002/2003

1. Désignation du secrétaire de séance

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **désigne** Mademoiselle BERNARD en qualité de secrétaire de séance.

2. Inscription de deux points supplémentaires à l'ordre du jour

Le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir accepter l'inscription de deux points supplémentaires à l'ordre du jour :

* subvention exceptionnelle à l'Association des Petites Villes de France - Sud Est Solidarité

* groupement de commandes pour les services de télécommunications - Election du représentant de la commission d'appel d'offres.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **accepte** l'inscription des deux points sus-mentionnés à l'ordre du jour de la présente séance.

3. Subvention exceptionnelle à l'Association des Petites Villes de France - Sud Est Solidarité

Devant l'étendue des dégâts causés par les récents orages dans le Sud de la France, il est proposé au Conseil Municipal de concrétiser notre solidarité avec les sinistrés des départements concernés en attribuant une subvention exceptionnelle de 1 000 € à l'Association des Petites Villes de France - Sud Est Solidarité

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits disponibles de l'article 6574 « subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **décide** d'attribuer une subvention exceptionnelle de 1000 € à l'Association des Petites Villes de France,

- **dit** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'article 6574 « subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

4. Groupement de commandes pour les services de télécommunications - Election du représentant de la commission d'appel d'offres

Dans le cadre de la constitution du groupement de commandes cité en objet, la commission d'appel d'offres a désigné un de ses membres pour représenter la ville de Villers-lès-Nancy au sein de la commission d'appel d'offres du groupement.

En effet, l'article 8 III 2° du code des marchés publics énonce que la commission d'appel d'offres du groupement est composée « d'un représentant de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement élu parmi ses membres ayant voix délibérante ».

Cependant, un récent avis de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie précise que le code des marchés publics n'indiquant pas explicitement l'instance qui élit le représentant de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement, il convient de le faire désigner par l'assemblée délibérante.

Afin de lever toute incertitude juridique et dans le souci de ne pas retarder la procédure de dévolution des marchés concernés, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir confirmer le choix du représentant de la ville de Villers-lès-Nancy désigné par la commission d'appel d'offres, en l'occurrence Jean-Michel KOBUTA.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **confirme** le choix du représentant de la Ville désigné par la commission d'appel d'offres, en l'occurrence Jean-Michel KOBUTA.

5. Décision Modificative n° 2 - BP 2002

La présente décision modificative n° 2 de l'exercice 2002 est destinée à prendre en compte des engagements du Conseil Municipal et à ajuster les crédits budgétaires votés lors du budget primitif le 25 mars 2002 et de la décision modificative n° 1 le 24 juin 2002.

(cf tableaux annexés)

La commission des Finances du 11 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les ouvertures et virements de crédits correspondants.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (5 contre, 4 abstentions), **approuve** les ouvertures et virements de crédits prévus dans la décision modificative n° 2.

6. Inventaire communal : Biens réformés à sortir de l'actif

L'instruction comptable M14, applicable depuis 1997 a renforcé et systématisé l'approche patrimoniale des comptes des communes et de leurs établissements publics. Elle leur impose dorénavant de transcrire dans les opérations budgétaires tous les mouvements affectant l'actif, sous quelque forme que ce soit (acquisition, cession, échange, apport, mise à disposition, perte, réforme, destructions, à titre onéreux ou gratuit).

En conséquence, après recensement des immobilisations communales il convient de sortir de l'actif les biens ci-joints réformés, perdus ou détruits au 31 décembre 2001 pour un montant global de 115 693,01 €.

La commission des Finances du 11 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur la sortie de l'actif des biens réformés, perdus ou détruits au 31 décembre 2001 figurant sur l'état ci-joint, pour un montant global de 115 693,01 €.

Les crédits nécessaires à ces opérations d'ordre sont inscrits au budget de l'exercice :

comptes : 675 et 19 en dépenses

776 et comptes de classe 2 en recettes.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

7. Programme d'investissement 2003 - Dossier de demande de subvention

Dans le cadre du partenariat avec les communes mis en place par le Département, toute opération de la section d'investissement du budget est éligible et subventionnée à hauteur de 25 %.

Il est proposé au Conseil Municipal de présenter une demande subvention pour les opérations suivantes :

Chaufferies des bâtiments communaux

Réalisation de travaux d'améliorations techniques et de mise en conformité pour un montant de 503 733 € HT

Réhabilitation des locaux du CESI

Remise aux normes tant en conformité qu'en sécurité pour un montant de 317 926 € HT.

Les règles d'attribution de subvention du département imposent le dépôt des demandes complètes au 30 septembre 2002 ; dans l'hypothèse d'une réponse favorable, ces travaux pourraient être réalisés dans le cadre du prochain budget. La commission des Finances du 11 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

8. Acceptation d'indemnités de sinistre

A) Structure TOILSURBOIS

Suite à la destruction totale de la structure TOILSURBOIS, un litige a opposé la commune à la société SORETEX et à son assureur la MAAF, qui refusait la transaction amiable sur la base du montant investi par la commune soit 53 357,16 € déclenchant une procédure judiciaire.

L'expert désigné par le Tribunal de Grande Instance a estimé la reconstruction à neuf à 160 529,76 € TTC.

Sur cette base et compte tenu des éléments contenus dans le rapport d'expertise un tribunal aurait pu fixer l'indemnité à environ 83 846,96 €. La MAAF a proposé une transaction sur la base de 81 799,81 € TTC.

La commune a donc décidé de mandater un avocat qui a obtenu la prise en compte d'une indemnité supplémentaire pour perte d'exploitation.

L'indemnité totale due à la Ville s'établit donc ainsi :

Bâtiment sinistré	88 291,36 €	soit	579 153,36 F
Perte d'exploitation	<u>13 571,37 €</u>	soit	<u>89 022,35 F</u>
TOTAL	101 862,73 €	soit	668 175,71 F

B) Bris de vitre - Centre Socio-Culturel du Placieux

Le 30 mai 2002, un jeune, en jouant au ballon, a brisé une vitre de la salle club Jeunes du Centre Socio-Culturel Le Placieux.

Le montant du remplacement de cette vitre s'élève à 428,23 € TTC.

L'indemnité totale due à la Ville s'établit comme suit :

- Indemnités MACIF	352,23 € (Indemnité contractuelle)
- chèque de Mr TERRYN	<u>76,00 €</u> (Franchise prévue par le contrat)
TOTAL	428,23 €

La réglementation comptable en vigueur prévoit que les indemnités en réparation des sinistres touchant des biens communaux doivent faire l'objet d'une acceptation par l'Assemblée Délibérante pour valoir règlement desdits sinistres et pouvoir être recouvrées par le Receveur Municipal.

La commission des Finances du 11 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement et d'autoriser l'encaissement par le Receveur Municipal des chèques correspondants à l'article 7911 « Indemnités de sinistre » du budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **accepte** les indemnités de sinistres relatives à la structure Toilsurbois et au bris de vitre au centre socio-culturel du Placieux,

- **autorise** l'encaissement par le Receveur Municipal des chèques correspondants à l'article 7911 « indemnités de sinistre » du budget.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

9. Loi SRU : Objectif de réalisation de logements locatifs sociaux

L'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain vise à ce que chaque commune urbaine dispose au terme de 20 ans d'une offre suffisante de logements locatifs sociaux.

A cette fin, un inventaire au 1er janvier est établi pour chaque commune concernée par les dispositions de la loi et sur la base duquel sont définis le prélèvement fiscal d'une part et l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux d'autre part.

Sur ce dernier point, « l'accroissement net du nombre de logements locatifs sociaux prévu pour chaque période triennale, ne peut être inférieur à 15 % de la différence entre le nombre de logements sociaux correspondant à l'objectif fixé et le nombre de logements sociaux sur le territoire de la commune ». Le chiffre étant recalculé à la fin de chaque période triennale, le cumul de chaque période doit permettre d'atteindre l'objectif en 20 ans.

En ce qui concerne la commune de Villers-lès-Nancy le déficit de logements sociaux étant de 200 logements, selon l'inventaire au 1er janvier 2001, l'objectif de réalisation triennale pour la période 2002-2004 s'élève donc à 30 logements.

BATIGERE ayant engagé un programme de 32 logements locatifs sociaux sur Clairlieu, l'objectif de réalisation triennale sera donc respecté.

La commission Environnement du 05 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Conformément à l'article 55 de la loi SRU, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur l'engagement triennal visant à résorber le déficit de logements sociaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **s'engage** à atteindre l'objectif de réalisation triennale visant à résorber progressivement le déficit de logements sociaux.

10. Saturnisme infantile : Définition des zones à risque d'exposition au plomb en Meurthe-et-Moselle

L'intoxication par le plomb des jeunes enfants, appelé saturnisme infantile, est un problème de santé publique en France. Le bâtiment est une source prépondérante de cette intoxication car il a longtemps été un grand consommateur de plomb et de produits dérivés (canalisations et peintures à la céruse). En particulier, le plomb contenu dans certaines peintures anciennes dégradées ou libérées à l'occasion de travaux peut provoquer des intoxications lorsque celles-ci sont ingérées par des enfants.

Les recherches de plomb déjà effectuées par le Service Santé Environnement de la D.D.A.S.S., à la suite d'intoxications saturnines ou dans le cadre de procédures d'insalubrité, montrent la large utilisation qui a été faite de ces peintures sur l'ensemble du territoire de la Meurthe-et-Moselle dans le parc immobilier d'avant 1948. De ce fait, 75 % des causes connues d'intoxication au plomb d'enfants dans le département sont dues aux peintures, en particulier lors de ponçages ou décapages en présence d'enfants. Les campagnes de dépistage réalisées dans le département à l'initiative de la D.D.A.S.S. ou de la D.R.A.S.S. montrent que 1200 enfants pourraient être concernés par une teneur anormale de plomb dans le sang.

C'est pourquoi, Monsieur le Préfet envisage de classer l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle en zone à risque d'exposition au plomb.

Par conséquent, toute vente d'immeuble ou partie d'immeuble construit avant 1948, affecté en tout ou partie à l'habitation et situé en Meurthe-et-Moselle, sera soumise à l'obligation de réalisation préalable d'un état des risques d'accessibilité au plomb datant de moins d'un an, et ce dans les conditions fixées par le décret n° 99-484 du 9 juin 1999.

La commission Environnement du 05 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette démarche.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve** l'exposé du rapporteur qu'il convertit en délibération.

11. Bande périmétrale de Clairlieu : Cession des parcelles après division

Par délibération du 22 octobre 2001, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur la vente de la bande de terrain communale en lisière de forêt de Clairlieu.

La division parcellaire étant désormais réalisée, la cession peut donc s'opérer individuellement pour chaque riverain intéressé sur la base de 3,35 € le m², l'association Clairlisière se chargeant d'acquérir les délaissés au même prix.

Celle-ci se charge également de rédiger la totalité des actes administratifs selon le détail ci-annexé.

Il vous est donc demandé de bien vouloir vous prononcer sur la cession des parcelles de la bande périmétrale aux riverains intéressés et à l'Association Clairlisière pour les délaissés selon le détail ci-annexé et autoriser Monsieur le Maire ou un Adjoint à signer les documents s'y rapportant.

La commission Environnement du 05 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (4 abstentions, 1 non participation au vote),
- **décide** de vendre les parcelles de la bande périmétrale aux riverains intéressés au prix de 3,35 € le m²,

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- **décide** de vendre à l'association Clairlisière les délaissés au même prix,
- **autorise** le Maire ou un Adjoint à signer les documents s'y rapportant.

12. Rapport annuel 2001 sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement

L'article 73 de la loi du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement dispose que le Maire, ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale, doit présenter à son Assemblée Délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement.

En ce qui concerne l'agglomération nancéienne, le rapport annuel pour l'exercice 2001 a été présenté en Conseil de Communauté le 28 juin 2002 et doit être soumis aux Conseils Municipaux des Communes membres avant le 31 décembre de l'année en cours.

Les indicateurs présentés dans le rapport sont d'ordre technique et financier :

- * les indicateurs techniques concernent notamment la localisation des principaux points de prélèvements, le nombre d'habitants et de branchements, les données relatives à la qualité de l'eau, etc...
- * les indicateurs financiers se rapportent aux modalités de tarification, aux recettes d'exploitation, ainsi qu'aux principaux travaux réalisés en 2001 et prévus en 2002.

La commission des Finances du 11 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre connaissance du document élaboré par la Communauté Urbaine du Grand NANCY.

Le Conseil Municipal a **pris connaissance** du document élaboré par la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

13. Restructuration des installations de tennis de plein air

La Ville de Villers-lès-Nancy envisage de procéder à la restructuration des installations de tennis de plein air dès l'année 2003.

Les courts actuels ont un revêtement en béton poreux dont la durée de vie moyenne est de 15 ans. Ceux de Villers-lès-Nancy ont été construits en 1980.

Un rapport du chargé de mission de la Fédération Française de Tennis du 28 juin 2001 fait état des désordres liés à la détérioration des quatre courts extérieurs :

- Dénivellation entre sections de dalles,
- Fissuration,
- Désagrégation du liant des joints et composants du béton.

Ces défauts entraînent des conditions impropres à la pratique du tennis.

De plus la structure couverte en toile portée installée sur un court a été emportée par la tempête de 1999 privant le club d'installations nécessaires à son développement.

Le COS tennis, devenu un des plus importants clubs en terme de formation et de résultats sportifs, risque d'être pénalisé pour l'organisation de ses compétitions sans compter les risques d'accident pour les pratiquants loisirs.

L'avant-projet soumis au Conseil Municipal envisage :

la transformation des 4 courts de tennis actuellement en béton poreux. Le choix des surfaces de jeux s'est porté sur une résine synthétique (3 courts) et sur de la terre battue (1 court).

La création d'un court en terre battue pour le jeu de simple en remplacement de l'espace réservé au mur d'entraînement.

La couverture d'un court.

Ces travaux seront réalisés selon la norme AFNOR XP P 90 110 de mai 1998.

Le coût des travaux est estimé à 252 700 € HT.

Dans la mesure où notre assurance a indemnisé la Ville pour la perte de la structure TOILSURBOIS d'un montant de 92 690,51 €, l'inscription au budget d'une somme équivalente permettrait de financer une partie du projet.

La commission des Sports du 04 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avant-projet,
- de solliciter une subvention du Conseil Général (25 % du montant hors taxe),
- de solliciter une subvention de la Fédération Française de Tennis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **approuve** le programme de restructuration des installations de tennis de plein air estimé à 252 700 € HT,
- **décide** sa réalisation selon l'échéancier prévisionnel suivant - années 2003 - 2004,
- **confirme** que le projet n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution,
- **sollicite** du Conseil Général une subvention au titre de la Dotation d'Equipement,

Séance Ordinaire du 23 septembre 2002

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- **s'engage** à inscrire cette dépense en section d'investissement du budget, à assurer le financement complémentaire à l'intervention du département et à maintenir les ouvrages subventionnés en bon état d'entretien,
- **s'engage** à informer les services départementaux de toute modification susceptible d'intervenir lors de la mise en oeuvre du projet,
- **sollicite** une subvention de la Fédération Française de Tennis.

14. Subvention à l'association Pass'Sport et Culture

L'opération Pass'Sport et Culture adoptée par le Conseil Municipal du 2 juillet 2001 et initiée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle s'est poursuivie sur l'année 2002.

Le bilan présenté au Conseil Municipal du 24 juin 2002 fait apparaître une prise en charge pour 10 jeunes dont 7 dans des associations villaroises.

La convention annuelle prévoyait une participation financière de la commune sur la base de 40 jeunes soit 3048,80 € (40 x 76,22 €).

Un avenant financier pour l'année 2002 réajuste le nombre de jeunes pressentis sur Villers à 20 soit 1524,40 € (20 x 76,22 €).

La commission des Sports du 04 septembre 2002 a émis un avis favorable.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'avenant à la convention initiale et d'autoriser le Maire à verser à l'association Pass'Sport et Culture une subvention de 1524,40 € pour l'année 2002.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **accepte** l'avenant à la convention initiale,
- **autorise** le Maire à verser à l'association Pass'Sport et Culture une subvention de 1524,40 € pour l'année 2002.

15. Passation d'une convention avec l'association ALEXIS (Atelier Lorrain pour l'Expérimentation et l'Innovation Sociales)

La commission des Finances du 11 septembre 2002 a pris connaissance des termes de la convention ci-jointe émanant de l'association ALEXIS 133, avenue André Malraux à Villers-lès-Nancy.

Elle demande au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à signer cette convention,
 - d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'association ALEXIS 133, avenue André Malraux à Villers-lès-Nancy.
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'exercice 2002, article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (9 abstentions),

- **autorise** le Maire à signer la convention,
- **décide** d'attribuer une subvention de 2000 € à l'association ALEXIS,
- **dit** que les crédits seront prélevés sur l'article 6574 « subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

LA SEANCE EST LEVEE A 23 HEURES 15

ANNEXES AUX DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2002

TABLEAU DES SIGNATURES